



"Donnez-moi un levier financier, et je fusionnerai les Missions Locales »

D'après Archimède...

Il n'aura fallu que quelques jours pour que dans la foulée du rapport IGAS, le gouvernement décide d'appliquer la méthode forte à son projet de fusion entre Pôle Emploi et les Missions Locales !

Après avoir multiplié les pistes et les suggestions ([voir la lettre d'info disponible sur notre site](#)), alors que de nombreuses collectivités locales (Communes et Régions) ont fait part de leur soutien aux missions locales et de leur volonté de ne pas s'engager dans l'expérimentation proposée, l'Etat a décidé d'appliquer la fameuse méthode du « levier financier » proposée par le rapport IGAS !

Aux bruits de couloirs, ont succédé les déclarations de l'UNML :

- Diminution des crédits des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) à hauteur de 4%
- Retard de versement des subventions en 2019
- Modification rétroactive des règles de paiement de l'accompagnement de la garantie jeunes (GJ). Il est ainsi évoqué une fusion des crédits GJ et CPO qui se traduirait en réalité par une diminution de 50% des crédits GJ !

Alors que la baisse des crédits CPO inscrite dans le Projet de Loi des Finances était déjà une décision scandaleuse, les autres hypothèses, si elles étaient confirmées, entraîneraient des conséquences dramatiques notamment pour les structures n'ayant pas de fonds de réserve suffisants, et par voie de conséquence pour les salarié.e.s des Missions Locales et le public accueilli !

Les déclarations et réflexions du gouvernement semblent aller dans le seul sens d'une « mise sous tutelle » forcée, doublée d'une logique économique et financière structurée sur des objectifs et des indicateurs qui ne prennent pas en compte la précarité de plus en plus grande des jeunes.

Le SNUTEFI-FSU a demandé à la Ministre du Travail une audience pour exiger, au contraire des annonces, *a minima* une stabilité - voire une augmentation- des moyens assignés aux Missions locales et une réelle incitation à leur structuration nationale, en tant que composante à part entière du Service Public de l'Emploi !

**Une politique nationale ambitieuse en direction des jeunes
ne passe pas par une « mutualisation » réductrice des moyens
et l'étranglement financier des structures qui les accompagnent !**

**Quelles que soient les réponses apportées,
il est nécessaire et urgent pour le SNUTEFI
que les salarié.e.s, syndiqué.e.s ou non, s'emparent de leur destin !**